



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 63.547/4
du 18 juin 2018

advies 63.547/4
van 18 juni 2018

sur

over

un projet d'arrêté royal 'portant
exécution du règlement (UE)
n° 376/2014 du Parlement
européen et du Conseil du
3 avril 2014 concernant les
comptes rendus, l'analyse et le
suivi d'événements dans l'aviation
civile, modifiant le règlement (UE)
n° 996/2010 du Parlement
européen et du Conseil et
abrogeant la directive 2003/42/CE
du Parlement européen et du
Conseil et les règlements de la
Commission (CE) n° 1321/2007 et
(CE) n° 1330/2007'

een ontwerp van koninklijk besluit
'tot uitvoering van de verordening
(EU) nr. 376/2014 van het
Europees Parlement en de Raad
van 3 april 2014 inzake het
melden, onderzoeken en opvolgen
van voorvallen in de
burgerluchtvaart en tot wijziging
van verordening (EU) nr. 996/2010
van het Europees Parlement en de
Raad en tot intrekking van richtlijn
2003/42/EG van het Europees
Parlement en de Raad en de
verordeningen (EG) nr. 1321/2007
en (EG) nr. 1330/2007 van de
Commissie'

Le 22 mai 2018, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre de la Mobilité, chargé de Belgocontrol et de la Société nationale des chemins de fer belges à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'portant exécution du règlement (UE) n° 376/2014 du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014 concernant les comptes rendus, l'analyse et le suivi d'événements dans l'aviation civile, modifiant le règlement (UE) n° 996/2010 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2003/42/CE du Parlement européen et du Conseil et les règlements de la Commission (CE) n° 1321/2007 et (CE) n° 1330/2007'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 18 juin 2018. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Bernard BLERO et Wanda VOGEL, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Marianne DONY, assesseurs, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Xavier DELGRANGE, premier auditeur chef de section.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 18 juin 2018.

*

Op 22 mei 2018 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Mobiliteit, belast met Belgocontrol en de Nationale Maatschappij der Belgische spoorwegen verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot uitvoering van de verordening (EU) nr. 376/2014 van het Europees Parlement en de Raad van 3 april 2014 inzake het melden, onderzoeken en opvolgen van voorvallen in de burgerluchtvaart en tot wijziging van verordening (EU) nr. 996/2010 van het Europees Parlement en de Raad en tot intrekking van richtlijn 2003/42/EG van het Europees Parlement en de Raad en de verordeningen (EG) nr. 1321/2007 en (EG) nr. 1330/2007 van de Commissie'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 18 juni 2018. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Bernard BLERO en Wanda VOGEL, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Marianne DONY, assessoren, en Charles-Henri VAN HOVE, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Xavier DELGRANGE, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 18 juni 2018.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

Conformément à l'article 6, § 4, 3^o, alinéa 1^{er}, de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles', le projet examiné doit être soumis à la procédure d'association des gouvernements de Région.

Ne figurent toutefois dans le dossier communiqué à la section de législation que les seules copies des courriers adressés aux différents gouvernements de Région. Ils sont datés du 27 avril 2018 et laissent soixante jours aux gouvernements pour répondre, si bien que ce délai n'est pas expiré à ce jour.

Il revient par conséquent au demandeur d'avis de veiller à ce que l'accomplissement de cette formalité préalable soit mené à bonne fin.

OBSERVATION GÉNÉRALE

Invité à communiquer un tableau d'exécution du règlement (UE) n° 376/2014 du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014 'concernant les comptes rendus, l'analyse et le suivi d'événements dans l'aviation civile, modifiant le règlement (UE) n° 996/2010 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2003/42/CE du Parlement européen et du Conseil et les règlements de la Commission (CE) n° 1321/2007 et (CE) n° 1330/2007' (ci-après : le règlement n° 376/2014), et à indiquer les dispositions du projet qui exécutent, notamment, l'article 13, paragraphe 6, et l'article 21 de ce règlement, le délégué du Ministre a répondu :

« S'agissant d'un règlement (et non d'une directive), il n'y a pas de tableau d'exécution. Il n'[y] a pas lieu d'exécuter non plus l'ensemble des articles du règlement puisque les dispositions de ce règlement sont directement applicables en droit belge. Il convient uniquement lorsque cela s'avère nécessaire de désigner l'autorité compétente en Belgique ou d'éventuellement compléter les dispositions lorsque le règlement nous en laisse la possibilité (cf. articles 2 ou 15 et suivants du projet d'arrêté royal).

Concernant l'exécution de l'article 13, § 6, il ne nous apparaît pas pertinent de définir la méthode d'analyse dans le cadre d'un arrêté royal. L'article 3 de l'arrêté royal désignant la DGTA comme autorité compétente au sens de l'article 6 du règlement nous apparaît suffisant pour couvrir les exigences visées à l'article 13, § 6.

Concernant l'exécution de l'article 21, l'article 32 de la loi du 27 juin 1937 prévoit les sanctions en cas de violation des dispositions d'un règlement européen. Celui-ci constitue donc la mise en œuvre de l'article 21 du règlement ».

Si la réponse relative à l'exécution de l'article 21 est pertinente, le règlement n° 376/2014 distingue la désignation de l'autorité compétente chargée de mettre en place un mécanisme simplifié de collecte, d'évaluation, de traitement, d'analyse et de stockage des renseignements sur les événements (article 6, paragraphe 3) de l'élaboration d'une procédure pour l'analyse des informations sur les événements qui sont notifiés à l'État membre (article 13, paragraphe 6).

L'article 3 du projet ne suffit dès lors pas à exécuter l'article 13, paragraphe 6, du règlement n° 376/2014. Il y a lieu d'y veiller.

EXAMEN DU PROJET

DISPOSITIF

Article 1^{er}

Le règlement n°376/2014 étant d'application directe, il n'y a pas lieu de prévoir, comme le fait l'arrêté en projet à l'article 1^{er}, alinéa 2, que

« [e]n outre, toutes les autres définitions du règlement (UE) n° 376/2014 sont d'application au présent arrêté ».

La même observation vaut pour l'article 2, alinéa 2, du projet.

Article 4

1. Le commentaire de l'article expose qu'en application de l'article 4 du règlement n° 376/2014, l'événement doit être notifié soit dans le système de comptes rendus obligatoires mis en place par l'organisation, soit directement à la DGTA.

Le dispositif de l'article 4 du projet ne fait pas état de cette alternative. Selon le délégué du Ministre, les articles 4 et 5 « ont uniquement pour but de désigner l'autorité compétente au niveau belge c'est-à-dire la DGTA. La possibilité de notification soit à l'organisation à laquelle la personne rapportant l'évènement appartient soit à l'autorité compétente est déjà prévue par l'article 4, § 6 du règlement. Il n'y a donc pas lieu de répéter en droit national les dispositions d'un règlement européen directement applicable ».

Il conviendrait toutefois de préciser dans le dispositif que c'est lorsqu'il n'est pas possible de notifier à l'organisation que la notification doit être adressée à la DGTA. En effet, l'article 4, paragraphe 6, du règlement n° 376/2014 précise que c'est « à défaut » que la notification est faite « dans le cadre du système établi conformément au paragraphe 3 ».

2. L'article 4 attribue un pouvoir réglementaire au directeur général de la DGTA.

À tout le moins, comme la section de législation l'a rappelé à de multiples reprises ¹, l'attribution d'un pouvoir réglementaire à une autorité non politiquement responsable ne pourrait être admise qu'à la condition que les règlements en question soient soumis à l'approbation préalable d'une autorité politiquement responsable.

3. Les mêmes observations valent *mutatis mutandis* pour l'article 5.

Article 6

Le Roi est sans compétence pour déterminer qu'un règlement de l'Union européenne est applicable.

L'article 6 sera omis.

Articles 8 et 9

1. L'« organe Just Culture » est créé au sein du Service Public Fédéral Mobilité et Transports mais est un « organisme indépendant » (article 8, alinéa 1^{er}) qui est « fonctionnellement indépendant », notamment, de la DGTA qui est une direction générale de ce Service Public Fédéral (article 8, alinéa 2). Même si l'article 9, alinéa 2, précise que les membres de cet organe, qui sont des membres du personnel du Service Public Fédéral Mobilité et Transports, sont dégagés « de toute obligation contractuelle ou de tout autre lien vis-à-vis de la DGTA », le projet reste en défaut de garantir cette indépendance fonctionnelle ².

2. L'« organe Just Culture » est l'organisme responsable visé à l'article 16, paragraphe 12, du règlement n° 376/2014. L'article 9, alinéa 1^{er}, permet qu'il soit composé d'un seul membre du personnel du Service Public Fédéral Mobilité et Transports. Il résulte notamment des articles 4, 1°, et 5, § 2, du projet d'arrêté royal 'portant création d'une plateforme « Just Culture »', qui fait l'objet de l'avis n° 63.548/4 donné ce jour, que cet organe ne comprendra qu'un seul membre. Il appartient à l'auteur du projet de s'assurer que ce faisant, il respecte les exigences du règlement n° 376/2014.

¹ Voir ainsi, s'agissant d'un pouvoir réglementaire octroyé à un membre dirigeant de la DGTA, l'avis n° 50.217/4 donné le 21 septembre 2011 sur un projet devenu l'arrêté royal du 2 décembre 2011 'concernant les infrastructures critiques dans le sous-secteur du transport aérien', *Moniteur belge*, 27 décembre 2011, pp. 80.663 et s., <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/50217.pdf>.

² En ce sens, l'avis n° 27.937/4 donné le 29 juin 1998 sur un projet devenu l'arrêté royal du 9 décembre 1998 'réglementant les enquêtes sur les accidents et les incidents dans l'aviation civile', à propos d'une « cellule autonome d'enquête » créée au sein du Ministère des Communications, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/27937.pdf>.

Article 10

Selon le rapport au Roi,

« Le personnel de l'Organe pourra être renforcé ultérieurement en fonction des besoins. L'article 10 prévoit également que pour les besoins de sa mission, l'Organe peut faire appel aux concours d'experts externes ».

Il va de soi que les experts « de son choix » auxquels l'organe pourra faire appel afin que ceux-ci lui apportent leur concours, ne pourront être désignés que dans le respect de la loi du 17 juin 2016 'relative aux marchés publics'.

Une observation similaire vaut pour l'article 13 du projet.

Articles 12, 14 et 15

Les articles 12, 14, alinéa 1^{er}, et 15, § 3, alinéa 2, utilisent respectivement les notions de « jours ouvrables », « jours calendriers » et « jours ».

L'auteur du projet doit veiller à une uniformisation de la terminologie à laquelle il recourt. S'il choisit la notion de « jours ouvrables », il la définira.

Article 14

Invité à préciser ce qu'il advient en cas de dépassement du délai de 45 jours, le délégué du Ministre a répondu :

« nous n'avons pas envisagé que l'Organe puisse rendre son avis dans un délai supérieur à 45 ou 90 jours (en cas de prorogation). Lors de la rédaction de l'arrêté royal, nous avons, en effet, suppos[é] que ce délai était impératif pour l'Organe sans qu'aucune sanction ne soit prévue ».

Pour la bonne exécution du règlement n° 376/2014, il sera précisé, dans le rapport au Roi, qu'il s'agit d'un délai d'ordre.

Article 15

La disposition reste en défaut d'organiser la protection des personnes mentionnées à l'article 16, paragraphe 12, alinéa 2, du règlement n° 376/2014.

Elle sera complétée sur ce point.

Article 16

Interrogé sur le point de savoir si, en prévoyant cette disposition, l'auteur du projet n'a pas perdu de vue que le membre du personnel statutaire dispose d'un recours en annulation devant le Conseil d'État contre son licenciement, le délégué du Ministre a répondu :

« les dispositions relatives au recours du personnel statutaire ne nous semblent pas faire obstacle à un recours en annulation devant le Conseil d'État. En effet, au lieu de porter son recours devant le Tribunal du travail comme un travailleur salarié, le membre du personnel statutaire portera son recours devant le Conseil d'État. Une demande d'indemnisation pouvant également être formée conjointement à un recours en annulation, la détermination du montant de l'indemnisation nous paraît cohérente. Elle permet, en outre, d'assurer une indemnisation équivalente entre les membres du personnel salariés et les membres du personnel statutaire d'une même organisation, en l'occurrence, Belgocontrol ».

L'indemnité visée à l'alinéa 2 est celle prévue, s'agissant du personnel contractuel, par l'article 15, § 4. Elle est due en cas de refus de réintégration ou de reprise dans sa fonction alors que le licenciement ou la modification des conditions de travail a été jugé contraire à l'article 15, § 1^{er}. Si le Conseil d'État estime que le licenciement ou la modification des conditions de travail est contraire à l'article 15, § 1^{er}, de l'arrêté en projet, il l'annule et la question d'une non réintégration ne se pose pas.

L'article 16, alinéa 2, sera en conséquence omis.

Article 19

La section de législation n'aperçoit pas comment la DGTA pourrait exercer avec effet rétroactif les compétences visées aux articles 4, 5 et 6, paragraphe 3, du règlement n° 376/2014. L'alinéa 1^{er} sera omis.

L'alinéa 2 est inutile puisque, sans autre précision, les arrêtés entrent en vigueur le dixième jour suivant celui de leur publication au *Moniteur belge*. Il sera omis.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

Overeenkomstig artikel 6, § 4, 3°, eerste lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 ‘tot hervorming der instellingen’ moeten de gewestregeringen betrokken worden bij het uitwerken van het onderzochte ontwerp.

Het aan de afdeling Wetgeving bezorgde dossier bevat echter alleen de afschriften van de brieven die aan de onderscheiden gewestregeringen gericht zijn. In die brieven, die de dagtekening van 27 april 2018 dragen, worden de gewestregeringen verzocht om te antwoorden binnen een termijn van zestig dagen, zodat die termijn thans nog niet verstreken is.

De adviesaanvrager dient er bijgevolg op toe te zien dat dit voorafgaand vormvereiste naar behoren vervuld wordt.

ALGEMENE OPMERKING

Naar aanleiding van het verzoek om een tabel te bezorgen met het overzicht van de uitvoering van verordening (EU) 376/2014 van het Europees Parlement en de Raad van 3 april 2014 ‘inzake het melden, onderzoeken en opvolgen van voorvallen in de burgerluchtvaart en tot wijziging van Verordening (EU) nr. 996/2010 van het Europees Parlement en de Raad en tot intrekking van Richtlijn 2003/42/EG van het Europees Parlement en de Raad en de Verordeningen (EG) nr. 1321/2007 en (EG) nr. 1330/2007 van de Commissie’ (hierna: verordening 376/2014) en om aan te geven welke bepalingen van het ontwerp inzonderheid uitvoering geven aan artikel 13, lid 6, en aan artikel 21 van die verordening, heeft de gemachtigde van de minister het volgende te kennen gegeven:

“S’agissant d’un règlement (et non d’une directive), il n’y a pas de tableau d’exécution. Il n’y a pas lieu d’exécuter non plus l’ensemble des articles du règlement puisque les dispositions de ce règlement sont directement applicables en droit belge. Il convient uniquement lorsque cela s’avère nécessaire de désigner l’autorité compétente en Belgique ou d’éventuellement compléter les dispositions lorsque le règlement nous en laisse la possibilité (cf. articles 2 ou 15 et suivants du projet d’arrêté royal).

Concernant l’exécution de l’article 13, § 6, il ne nous apparaît pas pertinent de définir la méthode d’analyse dans le cadre d’un arrêté royal. L’article 3 de l’arrêté royal désignant la DGTA comme autorité compétente au sens de l’article 6 du règlement nous apparaît suffisant pour couvrir les exigences visées à l’article 13, § 6.

Concernant l'exécution de l'article 21, l'article 32 de la loi du 27 juin 1937 prévoit les sanctions en cas de violation des dispositions d'un règlement européen. Celui-ci constitue donc la mise en œuvre de l'article 21 du règlement."

Het antwoord met betrekking tot de uitvoering van artikel 21 is weliswaar pertinent, maar in verordening 376/2014 wordt een onderscheid gemaakt tussen het aanwijzen van de bevoegde autoriteit die een vereenvoudigd mechanisme moet instellen voor de verzameling, beoordeling, verwerking, analyse en opslag van de bijzonderheden over de voorvallen (artikel 6, lid 3) enerzijds en het ontwikkelen van een proces voor het analyseren van de informatie over de voorvallen die aan de lidstaat gemeld zijn (artikel 13, lid 6) anderzijds.

Artikel 3 van het ontwerp volstaat bijgevolg niet om uitvoering te geven aan artikel 13, lid 6, van verordening 376/2014. Er dient op toegezien te worden dat die bepaling uitgevoerd wordt.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

DISPOSITIEF

Artikel 1

Aangezien verordening 376/2014 rechtstreeks toepasselijk is, behoort, anders dan in artikel 1, tweede lid, van het ontworpen besluit het geval is, niet bepaald te worden dat

"alle andere definities van de verordening (EU) nr. 376/2014 [bovendien] van toepassing [zijn] op dit besluit".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 2, tweede lid, van het ontwerp.

Artikel 4

1. In de bespreking van artikel 4 wordt uiteengezet dat het voorval, met toepassing van artikel 4 van verordening 376/2014, gemeld moet worden hetzij via het systeem voor verplichte melding dat door de organisatie opgezet is, hetzij rechtstreeks aan het DGLV.

Het dispositief van artikel 4 van het ontwerp maakt geen melding van die keuzemogelijkheid. Volgens de gemachtigde van de minister strekken de artikelen 4 en 5 er louter toe "de désigner l'autorité compétente au niveau belge c'est-à-dire la DGTA. La possibilité de notification soit à l'organisation à laquelle la personne rapportant l'évènement appartient soit à l'autorité compétente est déjà prévue par l'article 4, § 6 du règlement. Il n'y a donc pas lieu de répéter en droit national les dispositions d'un règlement européen directement applicable."

Er zou evenwel in het dispositief gepreciseerd moeten worden dat de voorvallen aan het DGLV gemeld moeten worden wanneer het niet mogelijk is om ze aan de organisatie te melden. In artikel 4, lid 6, van verordening 376/2014 wordt immers bepaald dat de voorvallen

“bij gebreke daarvan” gemeld worden “via het systeem dat overeenkomstig lid 3 (...) opgezet [is]”.

2. Bij artikel 4 wordt aan de directeur-generaal van het DGLV een verordeningbevoegdheid toegekend.

Zoals de afdeling Wetgeving herhaaldelijk opgemerkt heeft,¹ zou de overdracht van een verordeningbevoegdheid aan een overheid die niet politiek verantwoordelijk is hoe dan ook slechts aanvaard mogen worden op voorwaarde dat de politiek verantwoordelijke overheid voorafgaandelijk haar goedkeuring hecht aan de betreffende verordeningen.

3. Dezelfde opmerkingen gelden *mutatis mutandis* voor artikel 5.

Artikel 6

De Koning is niet bevoegd om te bepalen dat een verordening van de Europese Unie van toepassing is.

Artikel 6 moet weggelaten worden.

Artikelen 8 en 9

1. Het “Orgaan Just Culture” wordt opgericht binnen de federale overheidsdienst Mobiliteit en Vervoer maar is een “onafhankelijk orgaan” (artikel 8, eerste lid) dat onder andere “functioneel onafhankelijk” is van het DGLV, dat een directoraat-generaal van die federale overheidsdienst is (artikel 8, tweede lid). Hoewel in artikel 9, tweede lid, bepaald wordt dat de leden van dat orgaan, die personeelsleden zijn van de federale overheidsdienst Mobiliteit en Vervoer, “geen contractuele of geen enkele andere verbintenis met het DGLV [mogen] hebben”, wordt die functionele onafhankelijkheid in het ontwerp niet gewaarborgd.²

2. Het “Orgaan Just Culture” is het verantwoordelijk orgaan waarvan sprake is in artikel 16, lid 12, van verordening 376/2014. Volgens artikel 9, eerste lid, is het mogelijk dat het uit één enkel personeelslid van de federale overheidsdienst Mobiliteit en Vervoer bestaat. Uit de artikelen 4, 1°, en 5, § 2, van het ontwerp van koninklijk besluit ‘houdende oprichting van een “Just Culture” platform’ waarover vandaag advies 63.548/4 uitgebracht is, vloeit inzonderheid

¹ Zie bijvoorbeeld, met betrekking tot een verordeningbevoegdheid die toegekend is aan een leidend personeelslid van het DGLV, advies 50.217/4, dat op 21 september 2011 gegeven is over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 2 december 2011 ‘betreffende de kritieke infrastructuren in de deelsector van het luchtvervoer’, BS 27 december 2011, 80.663 e.v., <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/50217.pdf>.

² Zie in die zin advies 27.937/4, dat op 29 juni 1998 gegeven is over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 9 december 1998 ‘tot regeling van het onderzoek van ongevallen en incidenten in de burgerluchtvaart’, in verband met een “autonome cel” die bij het ministerie van Verkeer opgericht is, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/27937.pdf>.

voort dat dit orgaan uit slechts één enkel lid zal bestaan. De steller van het ontwerp dient zich ervan vergewissen dat de vereisten van verordening 376/2014 aldus vervuld zijn.

Artikel 10

In het verslag aan de Koning staat het volgende:

“Het personeel van het Orgaan kan later naargelang van de behoeften worden versterkt. Artikel 10 bepaalt ook dat het Orgaan voor de noden van zijn opdracht een beroep kan doen op de hulp van externe experts.”

Het spreekt vanzelf dat de deskundigen op wier medewerking het orgaan “naar eigen keuze” een beroep kan doen slechts aangewezen zullen kunnen worden met eerbiediging van de wet van 17 juni 2016 ‘inzake overheidsopdrachten’.

Een soortgelijke opmerking geldt voor artikel 13 van het ontwerp.

Artikelen 12, 14 en 15

In de artikelen 12, 14, eerste lid, en 15, § 3, tweede lid, worden respectievelijk de begrippen “werkdagen”, “kalenderdagen” en “dagen” gebezigd.

De steller van het ontwerp dient een meer eenvormige terminologie te gebruiken. Als hij kiest voor het begrip “werkdagen”, moet hij daarvan een definitie geven.

Artikel 14

Op de vraag om te preciseren wat er gebeurt ingeval de termijn van 45 dagen overschreden wordt, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“Nous n’avons pas envisagé que l’Organe puisse rendre son avis dans un délai supérieur à 45 ou 90 jours (en cas de prorogation). Lors de la rédaction de l’arrêté royal, nous avons, en effet, suppos[é] que ce délai était impératif pour l’Organe sans qu’aucune sanction ne soit prévue.”

Met het oog op de goede uitvoering van verordening 376/2014 dient in het verslag aan de Koning verduidelijkt te worden dat het om een termijn van orde gaat.

Artikel 15

De bepaling voorziet niet in een regeling van de bescherming van de personen die in artikel 16, lid 12, tweede alinea, van verordening 376/2014 vermeld worden.

Ze dient op dat punt aangevuld te worden.

Artikel 16

Op de vraag of de steller van het ontwerp, door het opnemen van die bepaling, niet over het hoofd gezien heeft dat het statutair personeelslid bij de Raad van State een beroep tot nietigverklaring kan instellen tegen zijn ontslag, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“Les dispositions relatives au recours du personnel statutaire ne nous semblent pas faire obstacle à un recours en annulation devant le Conseil d'État. En effet, au lieu de porter son recours devant le Tribunal du travail comme un travailleur salarié, le membre du personnel statutaire portera son recours devant le Conseil d'État. Une demande d'indemnisation pouvant également être formée conjointement à un recours en annulation, la détermination du montant de l'indemnisation nous paraît cohérente. Elle permet, en outre, d'assurer une indemnisation équivalente entre les membres du personnel salariés et les membres du personnel statutaire d'une même organisation, en l'occurrence, Belgocontrol.”

De vergoeding waarvan in het tweede lid sprake is, is die waarin artikel 15, § 4, voorziet als het om contractuele personeelsleden gaat. Ze is verschuldigd ingeval het personeelslid niet opnieuw opgenomen wordt of zijn functie niet opnieuw kan uitoefenen, hoewel het ontslag of de wijziging van de arbeidsvoorwaarden in strijd bevonden is met artikel 15, § 1. Als de Raad van State van oordeel is dat het ontslag of de wijziging van de arbeidsvoorwaarden strijdig is met artikel 15, § 1, van het ontworpen besluit, spreekt hij de nietigverklaring ervan uit en is de kwestie van het niet opnieuw opnemen niet aan de orde.

Artikel 16, tweede lid, moet bijgevolg weggelaten worden.

Artikel 19

Het is de afdeling Wetgeving niet duidelijk hoe het DGLV met terugwerkende kracht de bevoegdheden zou kunnen uitoefenen waarnaar verwezen wordt in de artikelen 4, 5 en 6, lid 3, van verordening 376/2014. Het eerste lid moet vervallen.

Het tweede lid is overbodig, aangezien besluiten zonder meer in werking treden de tiende dag na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*. Dat lid moet vervallen.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Charles-Henri VAN HOVE

Martine BAGUET